



Rapport *introduction*

Mardi
6 février
2024

Camarades,

«J'espère que vous avez tous apprécié l'accueil de ce matin, merci à l'équipe d'organisation, qui reste bien sûr à votre disposition pour toute question si besoin».

Nous sommes près de 270 participants, il n'y a quasiment plus de place dans la salle. C'est donc avec un enthousiasme particulier que je vais ouvrir la discussion.

Je commencerais mon introduction par cette phrase tirée du communiqué confédéral du 25 janvier : « la CGT appelle ses militantes et ses militants, partout où c'est possible, à créer les conditions permettant de faire converger les revendications des salariés, des travailleuses et des travailleurs agricoles et des agricultrices et des agriculteurs. Nos échanges doivent permettre d'élargir la mobilisation et de créer des convergences sur les moyens de vivre de son travail, de bien manger, tout en protégeant notre santé et celle de la planète ».

Je trouve que cette formule concentre toutes les questions qui nous sont posées.

Il y a eu un mouvement de sympathie énorme et massif dans la population, chez les hospitaliers comme chez tous les salariés pour la mobilisation des paysans. D'abord parce que pouvoir vivre de son travail c'est bien le minimum et ça parle à tout le monde.

Mais aussi parce que l'on a tous sentis que le gouvernement prenait peur devant ce mouvement parti par en bas. On a senti que, pendant 10 jours, le gouvernement et les dirigeants de la FNSEA n'arrivaient pas à imposer aux agriculteurs de lever les barrages. Les paysans ont bloqué. Et puis ils ont commencé à monter sur Paris pour que le gouvernement réponde à leurs demandes. Et là,

le gouvernement a été très inquiet, Darmanin a sorti ses blindés. Et on s'est tous posés la question : est-ce que ce n'est pas dans ce sens qu'il faut s'engager pour faire céder Macron ?

Nous sommes tous là, à la fois pour une raison particulière que chacun pourra exposer dans la discussion, et également pour la même raison, à savoir comment bloquer la politique de ce gouvernement à laquelle nous sommes tous confronté et qui prend des formes diverses.

Comment avancer sur nos revendications face au gouvernement Attal-Macron ?

Toutes nos équipes syndicales cherchent comment empêcher telle ou telle mesure mise en œuvre par sa direction. Mais est-ce que toutes ces mesures, cette pression, ce climat insupportable, ne trouvent pas leur origine dans les décisions qui sont prises au ministère ?

Je pense qu'il est indispensable de prendre le temps de préciser ce à quoi nous sommes confrontés, non pas pour se plaindre de tout ce qui va mal, mais bien pour avoir une compréhension commune de ce qui est en train d'être détruit et que nous voulons sauver et pour cela, affirmer les revendications autour desquelles dresser la résistance organisée des collègues, avec leur syndicat et au premier rang la CGT.

Je pense que l'on sera tous d'accord pour dire que la volonté du gouvernement est délibérément de détruire toutes les conquêtes ouvrières dans ce pays. Ils veulent délibérément détruire la conquête la plus fondamentale : celle du droit à se soigner. La sécurité sociale arrachée

en 1945 avait pour objectif que toute la population puisse avoir accès aux soins de la meilleure qualité qui soit, avec toutes les connaissances de la médecine. C'est dans ce contexte que l'hôpital public s'est développé et a connu un essor considérable, Passage obligé de tous les médecins en formation, l'hôpital a été à la pointe de toutes les avancées scientifiques et techniques. Il n'était pas prévu que les plus riches aient accès aux meilleurs soins et les plus pauvres aux soins au rabais, c'est pourtant vers cela que la politique du gouvernement actuel nous entraîne. Il n'y a qu'une raison à cela : les milliards de la Sécurité sociale échappent au patronat et à la spéculation et ils ont décidé d'y remédier. Ce n'est pas la valse des ministres qui y changera quelque chose. Qu'ils s'appellent Buzyn, Véran, Bourguignon, Braun, Rousseau, Firmin le Bodo ou encore Vautrin, toutes et tous ont œuvré ou œuvreront dans le même sens, celui ordonné par Macron. Ils continuent à mentir, mais cela ne berne plus grand monde : Gabriel Attal, nouveau Premier ministre, annonce 32 milliards pour l'hôpital, mais les journalistes écrivent le lendemain qu'il n'y a pas un centime de plus, et que le PLFSS, tenant compte de l'inflation, est en diminution. Le communiqué de la FHF du 30 janvier annonce un atterrissage budgétaire 2023 « catastrophique » pour les hôpitaux publics avec près de 3 milliards de déficit. Cela veut dire que dans tous les hôpitaux, des plans d'économie sont ou vont être en préparation.

Notre fédération l'a dit et répété : comment ne pas s'insurger quand d'un autre côté la loi de programmation militaire prévoit 413 milliards d'euros d'ici 2030 ? Comment ne pas s'insurger quand la France finance par dizaines de millions d'euros des équipements militaires en Israël, qui servent à bombarder des Hôpitaux pris pour cibles? Il faut appeler un chat un chat : un génocide est en cours en Palestine, plus de 700 000 personnes souffrent aujourd'hui de maladies contagieuses, de maladies de peau, d'infections, de diarrhée et de jaunisse. La destruction des hôpitaux en est la première cause, et nos collègues hospitaliers sont assassinés ! C'est la responsabilité de la CGT de participer pleinement au combat pour le cessez-le-feu immédiat. Et notre fédération s'est engagée en faisant plusieurs déclarations dans ce sens.

Détruire l'hôpital public, donc, tel est leur objectif. Ainsi, d'année en année, des lits ferment partout, des services ferment partout. Ce n'est pas moi qui l'invente : 6700 lits fermés en 2022, c'est le chiffre officiel relayé par la presse en fin d'année dernière, plus de 20 000 sous la présidence Macron. Les maternités, les urgences, les services de chirurgie, les lits de psychiatrie...pas une discipline n'y échappe.

Un cran a été franchi quand Braun a lancé à l'été 2022 la mission-flash sur les urgences et les soins non programmés. L'axe de la mission : culpabiliser la population, l'inciter à ne pas se rendre aux urgences, à ne pas se rendre à l'hôpital. L'appel au «15» obligatoire et la mise en place des Service d'Accès aux Soins (SAS) en sont l'illustration. Interdire à la population de se soigner: voilà ce à quoi ils veulent arriver. Le virage ambulatoire est

devenu l'argument des fermetures : **La CGT défend et défendra les lits d'hospitalisation.**

Moins de lits, moins de service certes, mais l'hôpital public et la Fonction publique hospitalière existent encore et heureusement. Pour autant, y travailler n'est pas de tout repos. Les conditions de travail ne cessent de se dégrader que ce soit pour le personnel médical ou non médical. Je ne peux pas faire la liste exhaustive des problèmes auxquels nous sommes confrontés, vous y reviendrez certainement dans la discussion.

Les sous-effectifs : pas une journée ne se passe sans qu'il manque un collègue, sans qu'on entende parler de situation dégradée. Et pour cause, les effectifs sont tellement tendus que la moindre absence pose tout de suite un problème. La solution mise en place par le gouvernement et les directions : les heures supplémentaires via les missions Hublo. La position de la CGT est loin d'être contre les heures supplémentaires, nous sommes même pour la réduction du temps de travail.

Nous y opposons **les revendications d'augmentation générale des salaires et d'embauche de personnels.**

La division du personnel sur diverses questions est devenue une vraie méthode.

La récente loi de transformation de la Fonction publique avec les lignes directrices de gestion, les fameuses LDG, opposent les personnels entre-eux et dessaisissent les organisations syndicales que nous sommes, du suivi des carrières des agents en vidant les commissions paritaires de leur prérogative.

Il y a eu l'accord Ségur, que nous n'avons pas signé, et qui, lui aussi, contient de nombreux éléments de division :

D'abord ce fût les 183 €, mais pas pour le médico-social. Je ne reviens pas ici sur la bagarre qu'on a mené pour aller les chercher. **Certains ne l'ont toujours pas, mais on a fait reculer le gouvernement sur ce point et nous pouvons nous en inspirer.**

Ensuite, la revalorisation de certaines grilles mais pas pour les ouvriers, pas pour les administratifs, pas pour les personnels socio éducatifs, et pas pour les psychologues.

Il y a eu le doublement des ratios de promotions seulement pour les soignants.

Il y a eu les primes COVID, différentes d'une région à l'autre, d'un établissement à l'autre et d'un service à l'autre.

Il y a les organisations de travail selon le souhait des équipes. Il y a les primes d'engagement collectif avec 4 montants différents et seulement pour ceux qui s'engagent dans un projet validé par la direction.

Ces questions salariales sont au cœur de la situation. Tout le monde connaît les fins de mois difficiles. Tout le monde est pris à la gorge par l'augmentation du prix des énergies,

et des denrées alimentaires. Et sans complexe, Bruno Lemaire annonce une augmentation de 10 % du prix de l'électricité au 1^{er} février. Tout le monde ne souhaite qu'une chose : pouvoir vivre de son travail. Les agriculteurs, de ce point de vue, ne demandent pas autre chose. Cette revendication, qui est au cœur de leur contestation, est la revendication de tous.

Pour la Fonction Publique, je vous rappelle que le point d'indice a augmenté de 3.5 % en juillet 2022 après 12 ans de quasi gel et de 1.5 % en juillet 2023 et le ministre Guérini (ou ex minis-tre devrais-je dire) annonce une année blanche pour 2024 et nous demande de nous contenter des 5 points accordés à tous, ce 1^{er} janvier !!! De qui se moque t'il ?

Si l'on ne prend que les années 2023 et 2024, l'INSEE indique une inflation à 7.5 %. Et les fonctionnaires n'auraient que 1.5 % d'augmentation. C'est inacceptable !!

Pire, le gouvernement nous annonce l'instauration d'un salaire au mérite. Guérini dans le «Journal Du Dimanche» du 7 janvier, puis Macron lors de sa conférence de presse, l'ont clairement affirmé. Tout récemment, le Premier ministre, Gabriel Attal l'a réaffirmé pour ceux qui n'avaient pas bien compris. Tout le monde comprend ici que définir celui qui est méritant relève de la subjectivité et de critères qui seront établis par les directions, l'assiduité devant en faire partie.

C'est pourquoi, nous menons **la bagarre pour l'augmentation du point d'indice d'au moins 10% !** Plus qu'une revendication salariale, c'est la revendication capable d'unir tous les fonctionnaires et en particulier les fonctionnaires hospitaliers face à la division organisée.

J'ai évoqué le manque de lits, les salaires insuffisants, à cela nous pouvons ajouter le manque de personnels. Je l'ai évoqué quand j'ai parlé des heures supplémentaires réalisées par les personnels en poste.

Chaque jour, la question des remplacements est posée. Nombreux sont nos collègues contractuels en attente de leur mise en stage.

Titulariser les agents contractuels est la première mesure urgente pour sanctuariser les effectifs. C'est une bagarre de tous les jours pour tous nos syndicats.

D'un côté les directeurs se plaignent de ne pas trouver de candidats sur les métiers en tension comme ils disent, de l'autre ils refusent les mises en stage.

Il y a urgence à embaucher massivement mais également à ouvrir les vannes de la formation pour tous les métiers, pour tous les grades si l'on ne veut pas voir la situation continuer à se dégrader.

Et, puisque je travaille en psychiatrie, je m'autorise un focus rapide sur ma discipline. Non sincèrement, c'est pour une autre raison, camarades, que je fais ce focus. C'est parce que la psychiatrie, qui a vocation à s'occuper

des plus vulnérables, a servi d'expérimentation pour les fermetures et la dévastation de l'hôpital. Il y a eu plus de fermetures de lits et de services en psychiatrie que dans toute autre discipline. Souvent, il ne reste pour certains que la rue ou la prison.

Conséquence : patients accueillis dans un autre secteur, des lits supplémentaires installés, des patients accueillis sur des lits de permissionnaire ou sur des chaises en attendant qu'un lit se libère, des patients accueillis en chambre d'isolement ou des séjours en isolement qui se prolongent faute de place, des patients parfois renvoyés chez eux et invités à revenir le lendemain. On connaît leur argument « du virage ambulatoire » ; les patients « ne souhaitent pas être hospitalisés » nous dit-on, il faut veiller à « fluidifier les parcours de soins ». Voilà le nouveau vocabulaire à la mode. Les gestionnaires d'aujourd'hui prétendent continuer la politique de secteur mise en place en 1960, et nous renvoie au rang des aliénistes. **Peu importe, nous défendons les lits et l'hôpital**, non pas comme des aliénistes mais comme lieu d'accueil, comme lieu de soins pour tous ceux qui souffrent parce que c'est la seule alternative à l'abandon, à la rue ou à la prison. La psychiatrie de secteur, à laquelle nous sommes attachée, n'a jamais condamné l'hôpital mais elle en a permis l'ouverture sur la cité.

La gestion financière s'accommode mieux des groupes homogènes de malades et des durées moyennes de séjours que du bien être du patient et de la relation que l'on peut établir avec lui.

Les arguments ont changé. Les fermetures de lits nous étaient vendues au nom des économies. Aujourd'hui les directeurs pleurent des larmes de crocodiles et prétendent être contraint de fermer des lits, faute de personnel le plus souvent médical. N'en soyons pas dupe. Pour arrêter cette barbarie, nous avons les solutions : hausses des salaires, augmentation des effectifs et réouverture des lits.

Sans avoir été exhaustif, voilà ce à quoi nous sommes confrontés. Tout cela, nous n'en voulons plus, nous voulons pouvoir prendre en charge et soigner correctement tout le monde. Je n'ai aucun doute sur la capacité de mobilisation des collègues. Je n'ai aucun doute sur leur volonté de se battre pour leurs revendications.

Ils veulent nous empêcher de soigner, et ils nous empêchent de vivre correctement?

Si on est là c'est pour discuter franchement : Qu'est-ce qu'on peut faire pour arrêter ça ? Comment nous pouvons amplifier la résistance ?

Le point de départ c'est qu'il y a dans tout le pays mille et un signes de cette résistance chez les hospitaliers et dans la population. Et je constate qu'à chaque fois les syndicats CGT de la santé sont aux avant-postes...

J'ai regardé ce que je connais le mieux mais je ne doute pas qu'ailleurs ce soit pareil : rien que dans ma région, récemment des mobilisations très importantes ont eu lieu à

Lorient, Pontivy, Redon, Carhaix. Et là c'est à Lannion et Saint-Brieuc que cela a commencé cette semaine. J'invite d'ailleurs les camarades de ces Hôpitaux à intervenir.

Il y a des mobilisations locales sur des revendications précises : Contre des plannings dégradés, contre des suppressions de postes, contre des mesures aggravant la précarité, pour exiger des créations de postes... Bien souvent la CGT et les collègues obtiennent une unité syndicale. Très souvent il y a blocage, ou la forme que prend un blocage dans un Hôpital : envahissement des instances, blocage de ces instances.

Très souvent, des victoires partielles sont obtenues avec des premiers reculs des directions.

Il y a l'appui de la population, et là aussi le nombre mobilisé est impressionnant... Je me souviens d'ailleurs qu'à Carhaix on a vu des tracteurs dans le rassemblement pour défendre les services d'Urgences.

Est-ce qu'il faut renforcer ce mouvement de résistance par en bas, le faire connaître davantage le conforter ? Il y a de plus en plus de questions sur les journées d'action venues d'en haut. La plupart du temps les collègues ne viennent pas. Nous avons besoin de la mise en mouvement du plus grand nombre, et cela actuellement se fait par en bas. Je crois que les collègues hospitaliers sont prêts à s'engager dans une vraie grève si elles et ils contrôlent leur propre mouvement. Je crois que c'est cela qui fait peur aux ministères là-haut. C'est cela qui leur a fait peur avec les agriculteurs.

Et est-ce que nous pouvons, à partir du bas, cibler de plus en plus le Ministère, faire remonter nos revendications, démonter leur mensonge, et dire ensemble que ça suffit l'asphyxie des hôpitaux, les plans d'économie, la casse de notre statut, l'effondrement de notre pouvoir d'achat?

Est-ce qu'on peut par en bas commencer à créer les conditions pour ensuite monter au ministère exiger nos revendications ? On verra, on ne doit rien s'interdire pour l'avenir pour obtenir satisfaction sur nos revendications.

Cela veut dire qu'il faut préparer, «discuter et discuter» avec les collègues. C'est ce que m'ont expliqué des camarades qui mènent ou ont mené des grèves récentes

Cela prend différentes formes. Des heures d'informations syndicales, des rassemblements avec débrayage, des manifestations, des conférences de presse, des interpellations d'élus, des ARS, des envahissements de CSE, des conseils de surveillance avec assemblée générale, etc....

Je soumetts à la discussion ces éléments, dans une situation où tout le monde dit :

«ça suffit, on n'en peut plus !».

Alors discutons, réfléchissons et profitons de ce moment décisif pour inverser le rapport de force et gagner !!! ■